

# Le maquis des aides à l'économie également pointé du doigt

**La France subventionne beaucoup plus les entreprises que ses voisins, mais une partie de ces aides vient compenser une fiscalité plus lourde.**

C'est un poste de dépenses qu'on cite plus rarement quand on évoque la générosité de la puissance publique. Le rapport publié jeudi par France Stratégie intitulé « Où réduire le poids de la dépense publique ? » indique les domaines dans lesquels la France se montre plus prodigue de ses deniers que ses voisins européens. Outre la sphère sociale (retraite, santé, etc.), une catégorie se distingue : celle que le

think tank rattaché à Matignon appelle les « subventions et aides à l'économie ». Ces dernières sont supérieures de 1,9 point de PIB à ce qui se pratique dans 11 pays d'Europe de l'Ouest, et encore de 1,1 point si on exclut le CICE (dépense fiscale qui va disparaître en 2019, pour être remplacée par une baisse de charges).

Il faudrait plusieurs articles pour dresser la liste de toutes ces aides, destinées principalement aux entreprises mais aussi aux ménages : emplois aidés, crédit d'impôt recherche, soutien aux énergies renouvelables, soutien au logement ou aux DOM, aides à l'investissement pour les entreprises mais

aussi crédits d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile... Les dispositifs sont nombreux et sont versés aussi bien par l'Etat que par les collectivités locales.

---

**Les dispositifs sont nombreux et sont versés aussi bien par l'Etat que par les collectivités locales.**

---

On touche là à une exception culturelle française. Quand ces aides à l'économie représentent 4,2 points de PIB en France (hors CICE), elles s'élèvent à seulement 2,7 points de

PIB en Allemagne. Seule l'Italie se rapproche de la France (4,1 points de PIB). Paradoxalement, cette situation ne veut pas dire pour autant que la puissance publique choie particulièrement les entreprises. Ces dispositifs peuvent « être perçus comme le moyen de compenser une fiscalité trop élevée sur les facteurs de production », note France Stratégie, en allusion aux impôts de production deux fois plus élevés que ceux pratiqués en Europe. Gilles de Margerie, commissaire général du think tank, parle à ce propos d'un système de « pompe aspirante refoulante », expression qui semble tout droit tirée d'un épisode des « Shadoks ». — **R. Ho.**